

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Strasbourg, le 29/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**STORENGY FRANCE**

**LE JARDINOT**

**STOCKAGE SOUTERRAIN DE TROIS FONTAINES**

**51340 Trois-Fontaines-L'abbaye**

Références : D2i 2026 364

Code AIOT : 0005701415

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement STORENGY FRANCE implanté LE JARDINOT STOCKAGE SOUTERRAIN DE TROIS FONTAINES 51340 Trois-Fontaines-l'Abbaye. L'inspection a été annoncée le 21/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale « perte d'utilité », visant à s'assurer du maintien de la sécurité des sites à enjeux en cas de défaillance des utilités (électricité, communications, etc.). Elle portera notamment sur le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 applicable aux installations soumises à autorisation. De plus, l'inspection a permis de faire le point sur certaines non-conformités relevées lors d'une précédente inspection de 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STORENGY FRANCE
- LE JARDINOT STOCKAGE SOUTERRAIN DE TROIS FONTAINES 51340 Trois-Fontaines-l'Abbaye
- Code AIOT : 0005701415
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société STORENGY exploite un stockage souterrain de gaz, ainsi que les installations de surface nécessaires au soutirage (puits d'exploitation, tuyauteries de collecte, puits de contrôle) et au traitement du gaz (équipements de compression, de déshydratation, de désulfuration et d'odorisation de la station centrale). Ces activités sont autorisées par arrêté interpréfectoral du 31 décembre 2021, sur les départements de la Meuse, de la Marne et de la Haute-Marne.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Perte d'utilités

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Système de sécurité - Maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande d'action corrective	3 mois
5	Moyens de surveillance - puits	Arrêté Préfectoral du 31/12/2021, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Système de sécurité - sécurité positive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Autonomie du dispositif de secours	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	électrique et de surveillance		
6	Maintien de la surveillance coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
7	Bassin de confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 31/12/2021, article 7.5.9.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles réalisés dans le cadre de la thématique « pertes d'utilités », portant notamment sur la stratégie de l'exploitant en cas de perte d'alimentation électrique, la mise en sécurité du site et les dispositifs de secours, n'ont pas mis en évidence de manquements majeurs.

Néanmoins, à l'issue de l'inspection, des demandes d'actions correctives et de justificatifs sont adressées à l'exploitant, notamment afin de :

- justifier le remplacement des batteries identifiées comme hors service lors du dernier contrôle des onduleurs ;
- répondre au constat formulé lors de l'inspection de 2024 concernant la surveillance effective des puits ;
- mettre à jour les documents mis à disposition du gardien, en y intégrant notamment les éléments du POI.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.[...]
<b>Constats :</b>  La prescription contrôlée n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection et sera détaillée dans la version confidentielle du rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Système de sécurité - sécurité positive

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.[...]
<b>Constats :</b>  Au regard des barrières de sécurité instrumentées identifiées dans l'étude de dangers, en cas de perte d'utilités, celles-ci sont à sécurité positive donc programmées pour se mettre automatiquement en position de sécurité. Le constat établi sera détaillé dans la partie confidentielle de ce rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Système de sécurité - Maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Maintenance et test
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.  Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.  Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.
<b>Constats :</b>  <u>Concernant les onduleurs :</u> Un contrôle annuel est effectué et consiste notamment à vérifier l'autonomie du chargeur et de la batterie. Le rapport « CR INEO 2025 » du 27/10/2025 a été consulté et fait état de trois batteries hors service (54T4301 GAZ - TF106 et TF111). En 2024, aucun défaut n'avait été relevé.

Concernant le groupe électrogène :

Celui-ci fait l'objet de contrôles annuels. Le dernier rapport, daté du 7/10/2025, ne met en évidence aucun défaut. Des essais sont réalisés à la fois à vide (sans détection de fuite) et en charge. Un test effectué le 13/02/2025 a par ailleurs confirmé le bon fonctionnement du groupe électrogène.

Concernant les modes de contrôles et de test des MSP :

Le bon fonctionnement de la vanne de sub-surface de chaque puits est contrôlé périodiquement (Manœuvre et contrôle de fermeture par chute de pression) selon le plan de maintenance du site. La MSP de chaque puits est déclenchée une fois par an en situation réelle (puits en production) avec contrôle du bon fonctionnement de la chaîne, étanchéité de la vanne de sub-surface et bon fonctionnement de la vanne de barrage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra justifier du remplacement effectif des batteries identifiées comme hors service lors du contrôle des onduleurs en 2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

**Prescription contrôlée :**

[...] Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. [...]

**Constats :**

L'autonomie des onduleurs est comprise entre 30 min et 1h. Le groupe électrogène qui assure le secours de la salle de contrôle et des puits, alimenté en diesel par un réservoir aérien de 230 litres dont la jauge indiquait le jour de l'inspection un taux de remplissage à 76%. Selon l'exploitant, ce groupe électrogène aurait une autonomie de 4/5 heures et son approvisionnement en diesel peut être effectué rapidement.

L'exploitant pourra compléter son POI en y intégrant, le cas échéant, la procédure de réapprovisionnement en diesel du groupe électrogène, ainsi que la définition d'un seuil déclenchant cette opération.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Moyens de surveillance - puits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/12/2021, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de surveillance - puits
<b>Prescription contrôlée :</b>  [....] Chaque puits d'exploitation est équipé d'une vanne de subsurface à sécurité positive située à 30m sous terre commandable manuellement à l'entrée de la plateforme de puits et depuis la salle de contrôle (Mise en Sécurité des Puits - MSP) mais aussi automatiquement en cas d'atteinte d'un seuil de pression basse en tête de puits. [...]
<b>Constats :</b>  En 2024, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de justifier (sous 6 mois) les moyens de surveillance dont il dispose pour répondre aux dispositions susvisées et d'étudier, au besoin, une solution technico-économique permettant une surveillance directe ou indirecte des puits de surveillance.  Pour rappel le constat : <i>"L'Inspection a mis en évidence que le puits de surveillance SOE2, dans sa configuration actuelle, ne dispose d'aucun moyen de contrôle / surveillance à distance (vidéosurveillance, suivi de la pression de gaz...). Pour toute défaillance ou acte de malveillance sur les puits de surveillance, l'exploitant ne dispose d'aucune information en retour au niveau de la station centrale. L'exploitant indique faire des passages réguliers à proximité pour s'assurer de l'intégrité des installations. Cette situation est semblable pour tous les puits en situation de surveillance (TF107, TF109, TF104, TF108 dans le département de la Marne SOE4, SOE2, RPN1D, RPN2, AN2, TF110 dans le département de la Meuse)."</i>  Lors de l'inspection, l'exploitant a assuré sur ce point réaliser une surveillance des puits en se déplaçant sur chacun d'eux une fois par semaine mais n'a à ce jour pas d'éléments permettant de répondre au constat établi.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant formulera une réponse concernant le constat établi dans le rapport d'inspection 136-2024 : il décrira les moyens de surveillance dont il dispose pour répondre aux dispositions susvisées et d'étudier, au besoin, une solution technico-économique permettant une surveillance directe ou indirecte des puits de surveillance
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Maintien de la surveillance coupure d'électricité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
---

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les équipements à l'arrêt font l'objet d'un système de consignation et de déconsignation, associé à la délivrance d'autorisations de travail et à un suivi dans un registre dédié. Lors de l'inspection, cinq demandes de consignation étaient en cours de préparation et deux faisaient l'objet d'un accord de retrait de conduite.</p> <p>Ce constat n'appelle pas d'observation de la part du service d'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Bassin de confinement des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/12/2021, article 7.5.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux d'extinction
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux d'eaux pluviales susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordées au bassin de confinement de 120m3 décrit à l'article 4.3.5 avant rejet au milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par le titre 4 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p>



**Constats :**

La station centrale est équipée d'un bassin de rétention comprenant une partie isolable dédiée aux eaux susceptibles d'être polluées, notamment les eaux d'extinction, ainsi qu'une partie destinée aux eaux de ruissellement. En cas d'activation des vannes de sécurité (MSA/MSU), un basculement entre ces deux compartiments est prévu.

Le jour de l'inspection, la vanne d'exutoire du bassin était correctement fermée.

Ce constat n'appelle pas d'observation de la part du service d'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Plan d'opération interne**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan d'opération interne

**Prescription contrôlée :**

Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan contient les données et informations prévues aux points a à h de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014.

Cette disposition est applicable aux plans d'opération interne établis ou mis à jour à compter du 1er janvier 2023. Les plans d'opérations interne existants sont mis à jour au plus tard au 1er janvier 2026.[...]

**Constats :**

Le dernier Plan d'Opération Interne (POI) du site, daté de juin 2025, a bien été transmis par courriel à l'Inspection. Il intègre notamment la modification d'un puits de surveillance en puits de soutirage.

Ce document détaille les fiches réflexes destinées à garantir l'efficacité des interventions, en précisant les rôles de l'agent de quart (astreinte à Cerville), du DOI à distance, de l'astreinte sur site et du gardien. À noter que, depuis Cerville (à distance), il est possible de mettre en sécurité le site de Trois-Fontaines-l'Abbaye.

Lors de l'inspection, le gardien du site a été interrogé sur les premiers réflexes à adopter en cas d'incident. Il a notamment mentionné l'appel à l'agent de quart de Cerville, en cohérence avec les attendus du POI. Néanmoins, le gardien ne dispose pas de fiche réflexe de type POI à sa disposition.

Par ailleurs, des exercices POI sont réalisés annuellement par l'exploitant ; le dernier compte rendu, en date du 23 juillet 2025, a pu être consulté.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifiera la mise à jour des documents d'urgence du gardien en y ajoutant notamment les fiches réflexes du POI.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>